

**Cour du Banc de la Reine de l'Alberta  
Court of Queen's Bench of Alberta**

**Référence: R. c. Caron, 2007 ABQB 632**

**Citation: R. v. Caron, 2007 ABQB 632**

**Date:** 20071022

**Dossier/Docket:** 040241291S1

**Greffe/Registry:** Edmonton

Entre/Between:

**Sa Majesté La Reine/Her Majesty the Queen**

Intimée/Respondent

- et/and -

**Gilles Caron**

Requérant/Applicant

---

**Motifs de décision/Reasons for Judgment**

**de/of**

**l'honorable Juge V.O. Ouellette/The Honourable Mr. Justice V.O. Ouellette**

---

## **INTRODUCTION**

[1] M. Caron demande une ordonnance de provisions pour frais pour la préparation et la terminaison de son procès en cour provinciale de l'Alberta du 22 mai au 15 juin 2007.

## **LES FAITS**

[2] Le 4 décembre 2003 M. Caron a été accusé d'une infraction réglementaire, soit défaut d'avoir effectué un virage à gauche sans danger. En cas de condamnation, la peine prévue est une amende de 100 \$. Toujours au mois de décembre 2003, M. Caron aurait avisé la cour provinciale que sa défense s'agissait d'une question linguistique constitutionnelle. En effet, il a été entendu entre le substitut du procureur général et l'avocat de la défense que M. Caron avouait les faits allégués contre lui, et que les deux semaines prévues pour le procès serait consacrées à la présentation des preuves de M. Caron sur la question linguistique constitutionnelle. M. Caron a pris les démarches nécessaires afin d'assurer le paiement des frais de son avocat pour le procès ainsi prévu.

[3] Suite à la présentation de la preuve de la défense du 1<sup>er</sup> au 15 mars 2006, le substitut du procureur général, Me Haykowsky, a demandé un ajournement afin de préparer la preuve en réplique et d'obtenir des avis de témoins experts. Face à la durée inattendue du litige, M. Caron a fait une demande auprès du programme de contestation judiciaire pour un financement additionnel, mais le programme fut aboli par le gouvernement fédéral le 25 septembre avant que cette aide puisse être accordée. Les demandes à l'aide juridique n'ont pas rencontré le succès.

## **[TRANSLATION] INTRODUCTION**

[1] Mr. Caron requests an order for interim costs for preparation and completion of his trial in the Provincial Court of Alberta from May 22 to June 15, 2007.

## **FACTS**

[2] On December 4, 2003, Mr. Caron was charged with the regulatory offence of failure to make a left turn in safety. If convicted, he faced a fine of \$100. Later in December 2003, Mr. Caron gave notice to the Provincial Court that his defence consisted of a constitutional languages question. In fact, Crown counsel and Mr. Caron's defence lawyer understood that Mr. Caron admitted the facts alleged against him, and that the two weeks anticipated for his trial would be devoted to presentation of Mr. Caron's evidence on this constitutional languages question. Mr. Caron took the necessary steps to ensure payment of his lawyer's fees for the anticipated trial.

[3] Following presentation of the defence's evidence from March 1 to 15, 2006, Crown counsel, Ms. Haykowsky, requested an adjournment in order to prepare evidence in reply and to obtain opinions of three expert witnesses. Given the unexpected lengthening of the trial, Mr. Caron made a request of the Court Challenges Program for additional funding, but the program was abolished by the federal government on September 25, before additional funding could be granted. Subsequent requests for legal aid were unsuccessful.

[4] Le procès a recommencé au mois d'octobre 2006 avec la présentation des témoins experts de la Couronne. Après une trentaine de jours de procès, la présentation de cette preuve fut terminée le 19 mars 2007. Le procès s'est terminé le 15 juin 2007 suite à trois semaines supplémentaires consacrées à la preuve des trois témoins experts de la défense, conformément à l'ordonnance du juge du procès.

[5] Il faut noter que le juge du procès a ordonné à la Couronne de payer les frais de service de l'avocat de M. Caron et les frais d'experts à partir du 6 novembre 2006. Cependant, le 19 avril 2007 le juge Marceau de la Cour du Banc de la Reine a renversé la décision du juge du procès (voir *R. c. Caron*, 2007 ABQB 262). Cette cour a été avisée que le juge du procès pénal ne permettait aucun ajournement du procès et qu'il avait ordonné à l'avocat de la défense et aux témoins experts d'être présent pour la suite du procès du 22 mai au 15 juin 2007. Cette cour a rendu une ordonnance intérimaire le 16 mai 2007, ordonnant que les frais d'experts soient payées pour la continuation du procès prévu du 22 mai au 15 juin 2007. Me Haykowsky a demandé un ajournement à une date ultérieure au procès pour argumenter la question de la rémunération de l'avocat.

## LES QUESTIONS EN LITIGE

[6] Cette demande soulève les questions suivantes:

- 1) Une ordonnance de nature *Okanagan/Little Sisters* est-elle disponible dans une cause d'action criminelle ou quasi-criminelle?

[4] The trial resumed in October 2006 with the Crown's expert evidence. On March 19, 2007, after thirty days of trial, the Crown's expert evidence was completed. The trial ended on June 15, 2007, following three additional weeks of evidence of three defence experts, pursuant to an order of the trial judge.

[5] It bears noting that the trial judge ordered the Crown to pay the fees of Mr. Caron's lawyer and his experts' fees from November 6, 2006. However, on April 19, 2007, Marceau J. of the Court of Queen's Bench quashed the trial judge's order (see *R. v. Caron*, 2007 ABQB 262). This Court was advised that the Provincial Court trial judge would allow no adjournment of the trial and that he had ordered defence counsel and the experts to attend for the continuation of the trial from May 22 to June 15, 2007. On May 16, 2007, this Court rendered an interim order that the expert fees be paid for the continuation of the trial anticipated to take place from May 22 to June 15, 2007. Ms. Haykowsky requested an adjournment to a date after completion of the trial to argue the question of defence counsel's fees.

## ISSUES

[6] This request raises the following questions:

- 1) Is an *Okanagan/Little Sisters* order available in a criminal or quasi-criminal matter?

- 2) La Cour du Banc de la Reine possède-t-elle la compétence inhérente d'accorder un redressement provisoire dans une action qui se déroule devant la cour provinciale ?
- 3) Si oui, est-ce que les critères pour une ordonnance de provisions pour frais énumérés dans *Okanagan/Little Sisters* sont remplis en l'espèce?

#### Question #1

[7] Me Haykowsky soutient qu'une ordonnance comme celle dans *Colombie-Britannique (Ministre des Forêts) c. Bande indienne Okanagan*, [2003] 3 R.C.S. 371 et discutée dans l'arrêt *Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (Commissaire des Douanes et du Revenu)*, [2007] 1 R.C.S. 38 n'est pas disponible dans cette cause. Elle prétend qu'une telle ordonnance n'est disponible que dans les causes civiles, et il existe déjà des règles régissant la provision de frais d'avocats dans des causes criminelles ou quasi criminelles (*R. v. Rowbotham* (1988), 41 C.C.C. (3d) 1 (C.A.Ont.)).

[8] M. Caron soutient que cette cause soulève des questions d'intérêt public et alors une ordonnance *Okanagan* est disponible comme recours. L'important, d'après lui, c'est de déterminer si la cause soulève une question soulevant l'intérêt public, peu importe si la cause a débuté dans un litige de nature criminelle, quasi criminelle, civile, matrimoniale ou administrative.

[9] La Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Okanagan* a discuté longuement sur les

- 2) Does the Court of Queen's Bench have inherent jurisdiction to grant an interim remedy in litigation taking place in the Provincial Court?
- 3) If so, are the criteria for an interim costs order as set out in *Okanagan/Little Sisters* met in this case?

#### Question #1

[7] Ms. Haykowsky submits that an order such as the one made in *British Columbia (Minister of Forests) v. Okanagan Indian Band*, [2003] 3 S.C.R. 371 and discussed in *Little Sisters Book and Art Emporium v. Canada (Commissioner of Customs and Revenue)*, [2007] 1 S.C.R. 38 is not available in this case. She argues that such an order is only available in civil matters, and that there are already rules in place regarding remuneration of defence counsel in criminal or quasi-criminal cases (*R. v. Rowbotham* (1988), 41 C.C.C. (3d) 1 (Ont.C.A.)).

[8] Mr. Caron submits that this case raises public interest issues and therefore an *Okanagan* order is available as a remedy. According to him, the key factor is whether a case raises public interest questions, regardless of whether it began as a criminal, quasi-criminal, civil, matrimonial or administrative matter.

[9] The Supreme Court of Canada in *Okanagan* discussed at length the particular

considérations particulières qui entrent en jeu dans les causes d'intérêt public. Elle a statué au par. 38 que dans les causes de ce genre, des objectifs de politique juridique particuliers, notamment celui de garantir aux citoyens ordinaires accès aux tribunaux afin de faire préciser leurs droits constitutionnels et faire trancher d'autres questions sociales de portée générale, l'emportent souvent sur les objectifs traditionnels de l'attribution des dépens. De par leur nature, les causes de ce type soulèvent des questions importantes non seulement pour les parties au litige mais aussi pour la collectivité en général, de sorte que leur règlement adéquat sert l'intérêt public. Il incombe au tribunal de décider dans chaque cas si une affaire qui peut être qualifiée de "particulière" de par son caractère d'intérêt public est suffisamment particulière pour s'élever au niveau des causes où l'allocation inhabituelle de dépens constituerait une mesure appropriée.

[10] Le juge Marceau dans l'arrêt *R. c. Caron*, 2007 ABQB 262 s'est penché sur les arrêts dans *Okanagan, Little Sisters, R. c. Fournier*, [2004] O.J. No. 1136 (Sup.Ct.Just.), infirmé [2006] O.J. No. 2434 (C.A.) et *R. c. Yellowhorn*, [2006] A.J. No. 491 (B.R.). Il a conclu que les causes criminelles et quasi criminelles ne sont pas nécessairement exclues de l'application des principes en question.

[11] Les causes d'intérêt public se caractérisent par des questions de grande importance ayant un impact de grande envergure et l'absence de potentiel d'un bénéfice financier pour l'individu. D'une certaine façon, le droit criminel soulèvent régulièrement les questions d'intérêt public. Or, en l'espèce, la question soulevée n'est pas, strictement parlant, une question criminelle mais plutôt une question constitutionnelle

considerations at play in public interest cases. The Court stated at para. 38 that in cases of this nature, the more usual purposes of costs awards are often superseded by other policy objectives, notably that of ensuring that ordinary citizens will have access to the courts to determine their constitutional rights and other issues of broad social significance. Often, cases of this kind are such that the issues to be determined are of significance not only to the parties but to the broader community, and as a result the public interest is served by a proper resolution of those issues. It is for the trial court to determine in each instance whether a particular case, which might be classified as "special" by its very nature as a public interest case, is special enough to rise to the level where the unusual measure of ordering costs would be appropriate.

[10] Marceau J. in *R. v. Caron*, 2007 ABQB 262 considered *Okanagan, Little Sisters, R. v. Fournier*, [2004] O.J. No. 1136 (Sup.Ct.Just.), reversed [2006] O.J. No. 2434 (C.A.) and *R. v. Yellowhorn*, [2006] A.J. No. 491 (Q.B.). He concluded that criminal and quasi-criminal cases are not necessarily excluded from the application of the principles in question.

[11] Public interest cases are characterized by questions of significant importance having a wide impact, and an absence of potential financial benefit for the individual. In a certain sense, public interest questions are regularly raised in criminal law. However, in this case the question raised is not, strictly speaking, a question of criminal law, but rather a constitutional question regarding the entire body of statute law in the province.

relative à l'ensemble de la législation provinciale.

[12] Cette question se soulève naturellement et efficacement dans les causes où l'État poursuit un individu francophone en vertu de la violation d'une loi provinciale, c'est-à-dire dans le contexte d'une poursuite sommaire. On n'a qu'à regarder les causes les plus importantes dans ce domaine, soit *R. c. Mercure*, [1988] 1 R.C.S. 234, et *Alberta v. Lefebvre* (1993), 135 A.R. 338 (C.A.) pour comprendre l'enjeu. Il s'agit, en effet, d'un cas extrêmement particulier. L'impact de la décision ultime aura son plus grand effet sur le domaine du droit linguistique et l'ensemble du droit provincial, non seulement sur le droit criminel.

[13] Je suis aussi d'avis que ce n'était pas l'intention de la Cour suprême, en approuvant les directives établies dans *Rowbotham* (voir par exemple l'arrêt *R.C. c. Québec (Procureur général)*, [2002] 2 R.C.S. 762 au par. 14), d'exclure la possibilité de tout autre recours en vue d'obtenir une ordonnance de frais dans les causes quasi criminelles, peu importe la question qui pourrait être soulevée. L'arrêt *Rowbotham* a été rendu quinze ans avant la décision de la Cour suprême dans *Okanagan*, et il s'agissait des questions relevant du droit criminel et non "d'intérêt public" comme c'est le cas en l'espèce. Il est raisonnable dans une cause criminelle ou quasi criminelle qui ne traite pas de questions d'intérêt public relevant d'un domaine autre que le droit criminel, que l'important c'est la liberté de l'accusé et les garanties procédurales de la *Charte*.

[14] La Cour suprême du Canada a reconnu que ce n'est pas la nature initiale de l'affaire qui déterminera la question de la provision pour frais, mais bel et bien s'il s'agit d'une

[12] This question is naturally and efficiently raised in cases where the State prosecutes a francophone person for violation of a provincial statute, i.e. in the context of a summary conviction proceeding. One has only to consider the most important decisions in this area, such as *R. v. Mercure*, [1988] 1 S.C.R. 234, and *Alberta v. Lefebvre* (1993), 135 A.R. 338 (C.A.) to understand the stakes. It is, in effect, in exceedingly rare cases that the issue is raised. The decision will have its greatest impact on the area of language law and the entirety of provincial statute law, not only on criminal law.

[13] In my view, it was not the intention of the Supreme Court, in approving the guidelines established in *Rowbotham* (see for example *R.C. v. Quebec (Attorney General)*, [2002] 2 S.C.R. 762 at para. 14), to exclude the possibility of any other recourse aimed at obtaining an order for remuneration in quasi-criminal matters, regardless of the question which might be raised. The decision in *Rowbotham* was rendered 15 years before the Supreme Court's decision in *Okanagan*, and it dealt with criminal law principles and not the "public interest" as is the case here. It makes sense that in criminal or quasi-criminal cases which do not address public interest questions relating to an area other than criminal law, the important consideration is the accused's liberty and the *Charter* procedural guarantees.

[14] The Supreme Court of Canada recognized that it is not the initial character of a proceeding which determines the question of

affaire de droit public. La Cour dit le suivant au par. 36 de l'arrêt *Little Sisters*:

L'arrêt *Okanagan* a fait évoluer la jurisprudence relative aux provisions pour frais - jusqu'alors limitée aux affaires concernant la famille, les sociétés et les fiducies - puisqu'il a permis, dans une affaire de droit public, d'obtenir une ordonnance accordant une provision pour frais dans des circonstances particulières tenant à l'importance des questions en jeu pour le public...

[15] Je conclus que cette cause quasi criminelle très particulière n'est pas exclue de l'application des principes énoncés dans les arrêts *Okanagan* et *Little Sisters*.

## Question # 2

[16] Me Haykowsky prétend que la Cour du Banc de la Reine n'a pas la compétence d'ordonner une provision pour frais dans une cause qui se déroule devant un autre tribunal. Elle fait référence à l'art. 21 de la *Court of Queen's Bench Act*, R.S.A. 2000, c. C-31 qui se lit comme suit:

21 Subject to an express provision to the contrary in any enactment, the costs of and incidental to any matter authorized to be taken before the Court or a judge are in the discretion of the Court or judge and the Court or judge may make any order relating to

interim costs, but rather whether the issue is one of public interest. The Court stated the following at para. 36 of *Little Sisters*:

*Okanagan* was a step forward in the jurisprudence on advance costs -- restricted until then to family, corporate and trust matters -- as it made it possible, in a public law case, to secure an advance costs order in special circumstances related to the public importance of the issues of the case...

[15] I conclude that this very special quasi-criminal case is not excluded from application of the principles set out in *Okanagan* and *Little Sisters*.

## Question # 2

[16] Ms. Haykowsky submits that the Court of Queen's Bench does not have jurisdiction to order interim costs in a case being heard by another court. She refers to s. 21 of the *Court of Queen's Bench Act*, R.S.A. 2000, c. C-31:

21 Subject to an express provision to the contrary in any enactment, the costs of and incidental to any matter authorized to be taken before the Court or a judge are in the discretion of the Court or judge and the Court or judge may make any order relating to

costs that is appropriate in the circumstances.

[17] Selon Me Haykowsky, cette disposition limite la discrétion de la Cour relative à une ordonnance pour frais aux : "costs of and incidental to any matter authorized to be taken before the Court". De plus, elle soutient que le juge du procès est chargé d'assurer l'équité du procès et que la Cour du Banc de la Reine n'a pas l'autorité de venir en aide à la Cour provinciale pour ce faire.

[18] M. Caron prétend que la *Judicature Act*, R.S.A. 2000, c. J-2 reconnaît la compétence en équité de la Cour du Banc de la Reine. L'art. 8 de cette dernière prévoit comme suit:

8 The Court in the exercise of its jurisdiction in every proceeding pending before it has power to grant and shall grant, either absolutely or on any reasonable terms and conditions that seem just to the Court, all remedies whatsoever to which any of the parties to the proceeding may appear to be entitled in respect of any and every legal or equitable claim properly brought forward by them in the proceeding, so that as far as possible all matters in controversy between the parties can be completely determined and all multiplicity of legal proceedings concerning those matters avoided.

costs that is appropriate in the circumstances.

[17] According to Ms. Haykowsky, this provision limits the Court's discretion in relation to a costs order to: "costs of and incidental to any matter authorized to be taken before the Court". Further, she states that it is the trial judge who is responsible for ensuring trial fairness and the Court of Queen's Bench has no authority to render assistance to the Provincial Court in order to achieve that end.

[18] Mr. Caron argues that the *Judicature Act*, R.S.A. 2000, c. J-2 recognizes the equitable jurisdiction of the Court of Queen's Bench. Section 8 of that Act provides:

8 The Court in the exercise of its jurisdiction in every proceeding pending before it has power to grant and shall grant, either absolutely or on any reasonable terms and conditions that seem just to the Court, all remedies whatsoever to which any of the parties to the proceeding may appear to be entitled in respect of any and every legal or equitable claim properly brought forward by them in the proceeding, so that as far as possible all matters in controversy between the parties can be completely determined and all multiplicity of legal proceedings concerning those matters avoided.

[19] M. Caron soutient qu'en autant qu'une ordonnance de provisions pour frais est un recours en équité, cette Cour possède la compétence inhérente de l'accorder. Il se fie aussi sur le principe exprimé dans l'arrêt *Ashby c. White* (1703), 92 E.R. 126, c'est-à-dire que l'attribution de droits s'accompagne de l'attribution d'un recours. Il cite aussi comme autorité la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *Mills c. La Reine*, [1986] 1 R.C.S. 863, à l'effet qu'il y a toujours un tribunal qui peut accorder une réparation.

[20] Le pouvoir inhérent de la cour supérieure de venir en aide aux tribunaux inférieurs est l'objet des commentaires suivants. I.H. Jacob dans l'article intitulé "The Inherent Jurisdiction of the Court" (1970) 23 Current Legal Problems 23 a dit ce qui suit aux pages 23 à 25:

The general jurisdiction of the High Court as a superior court of record is, broadly speaking, unrestricted and unlimited in all matters of substantive law, both civil and criminal, except in so far as that has been taken away in unequivocal terms by statutory enactment.

...

(1) The inherent jurisdiction of the court is exercisable as part of the process of the administration of justice. It is part of procedural law, both civil and criminal, and not of substantive law; it is invoked in relation to the process of litigation.

(2) The distinctive and basic feature of the inherent

[19] Mr. Caron submits that since an order for interim costs is an equitable remedy, this Court has the inherent jurisdiction to grant it. He relies on the principle enunciated in *Ashby v. White* (1703), 92 E.R. 126, i.e. that where there is a right, there is a remedy. He also cites as authority the Supreme Court of Canada's decision in *Mills v. R.*, [1986] 1 S.C.R. 863, for the proposition that there must always be a court which can grant a given remedy.

[20] The inherent power of the superior court to render assistance to lower courts is the topic of discussion in the following articles. I.H. Jacob in his article entitled, "The Inherent Jurisdiction of the Court" (1970) 23 Current Legal Problems 23, stated at pp. 23 to 25:

The general jurisdiction of the High Court as a superior court of record is, broadly speaking, unrestricted and unlimited in all matters of substantive law, both civil and criminal, except in so far as that has been taken away in unequivocal terms by statutory enactment.

...

(1) The inherent jurisdiction of the court is exercisable as part of the process of the administration of justice. It is part of procedural law, both civil and criminal, and not of substantive law; it is invoked in relation to the process of litigation.

(2) The distinctive and basic feature of the inherent

jurisdiction of the court is that it is exercisable by summary process, i.e., without a plenary trial conducted in the normal or ordinary way, and generally without waiting for the trial or for the outcome of any pending or other proceeding.

(3) Because it is part of the machinery of justice, the inherent jurisdiction of the court may be invoked not only in relation to the litigant parties in pending proceedings, but in relation also to anyone, whether a party or not, and in respect of matters which are not raised as issued in the litigation between the parties.

...

(5) The inherent jurisdiction of the court may be exercised in any given case, notwithstanding that there are Rules of Court governing the circumstances of such case. The powers conferred by Rules of Court are, generally speaking, additional to, and not in substitution of, powers arising out of the inherent jurisdiction of the court. The two heads of powers are generally cumulative, and not mutually exclusive, so that in any given case, the court is able to proceed under either or both heads of jurisdiction.

...the exercise of such power developed along two paths, namely, by way of punishment

jurisdiction of the court is that it is exercisable by summary process, i.e., without a plenary trial conducted in the normal or ordinary way, and generally without waiting for the trial or for the outcome of any pending or other proceeding.

(3) Because it is part of the machinery of justice, the inherent jurisdiction of the court may be invoked not only in relation to the litigant parties in pending proceedings, but in relation also to anyone, whether a party or not, and in respect of matters which are not raised as issued in the litigation between the parties.

...

(5) The inherent jurisdiction of the court may be exercised in any given case, notwithstanding that there are Rules of Court governing the circumstances of such case. The powers conferred by Rules of Court are, generally speaking, additional to, and not in substitution of, powers arising out of the inherent jurisdiction of the court. The two heads of powers are generally cumulative, and not mutually exclusive, so that in any given case, the court is able to proceed under either or both heads of jurisdiction.

...the exercise of such power developed along two paths, namely, by way of punishment

for contempt of court and of its process, and by way of regulating the practice of the court and preventing the abuse of its process.

for contempt of court and of its process, and by way of regulating the practice of the court and preventing the abuse of its process.

[21] L’auteur continue en disant le suivant à la page 48:

[21] The author continues by stating at p. 48:

...the High Court ... has power under its inherent jurisdiction to render assistance to inferior courts to enable them to administer justice fully and effectively, e.g., by the issue of a subpoena to attend and give evidence; and to exercise general superintendence over the proceedings of inferior courts, e.g., to admit to bail.

...the High Court ... has power under its inherent jurisdiction to render assistance to inferior courts to enable them to administer justice fully and effectively, e.g., by the issue of a subpoena to attend and give evidence; and to exercise general superintendence over the proceedings of inferior courts, e.g., to admit to bail.

Et à la page 51:

And at p. 51:

...the inherent jurisdiction of the court may be defined as being the reserve or fund of powers, a residual source of powers, which the court may draw upon as necessary whenever it is just or equitable to do so, and in particular to ensure the observance of the due process of law, to prevent improper vexation or oppression, to do justice between the parties and to secure a fair trial between them.

...the inherent jurisdiction of the court may be defined as being the reserve or fund of powers, a residual source of powers, which the court may draw upon as necessary whenever it is just or equitable to do so, and in particular to ensure the observance of the due process of law, to prevent improper vexation or oppression, to do justice between the parties and to secure a fair trial between them.

[22] K. Mason, “The Inherent Jurisdiction of the Court” (1983) 57 Australian Law Journal 449 constate comme suit à la page 456:

[22] K. Mason, “The Inherent Jurisdiction of the Court” (1983) 57 Australian Law Journal 449 notes the following at p. 456:

It is not surprising that a general concern with the “due administration of justice” has been invoked to justify the Supreme Court creating or enforcing procedural rights applicable to other courts and tribunals. Such helpful intervention has been offered where the other body has been considered powerless to act or where undue expense or delay might be caused if parties were forced to resort to it. Thus, it is well established that the Supreme Court can order a stay of execution of its own judgment pending an appeal or application for leave to appeal to the High Court or Privy Council, even where (or perhaps especially because) no such stay was available under the rules of the superior court.

There are many illustrations of the jurisdiction “to assist an inferior tribunal in the due administration of justice”. For example writs of subpoena have issued in aid of inferior tribunals, and subpoenas issued by justices of the peace otherwise than for a *bona fide* purpose in connection with a hearing before a court of summary jurisdiction have themselves been quashed by the Supreme Court. Similarly, the Supreme Court will itself punish summarily contempts of inferior courts.

It is not surprising that a general concern with the “due administration of justice” has been invoked to justify the Supreme Court creating or enforcing procedural rights applicable to other courts and tribunals. Such helpful intervention has been offered where the other body has been considered powerless to act or where undue expense or delay might be caused if parties were forced to resort to it. Thus, it is well established that the Supreme Court can order a stay of execution of its own judgment pending an appeal or application for leave to appeal to the High Court or Privy Council, even where (or perhaps especially because) no such stay was available under the rules of the superior court.

There are many illustrations of the jurisdiction “to assist an inferior tribunal in the due administration of justice”. For example writs of subpoena have issued in aid of inferior tribunals, and subpoenas issued by justices of the peace otherwise than for a *bona fide* purpose in connection with a hearing before a court of summary jurisdiction have themselves been quashed by the Supreme Court. Similarly, the Supreme Court will itself punish summarily contempts of inferior courts.

Many of the more recent developments of administrative law can be related to the assumption by superior courts of a general inherent jurisdiction to use their process in aid of the proper administration of justice. Thus, in appropriate cases the Supreme Court will exercise an inherent power to stay proceedings in those courts or tribunals in respect of which it is empowered to exercise an appellate or supervisory jurisdiction whenever necessary to prevent injustice occurring with respect to matters which come within its cognisance....

Many of the more recent developments of administrative law can be related to the assumption by superior courts of a general inherent jurisdiction to use their process in aid of the proper administration of justice. Thus, in appropriate cases the Supreme Court will exercise an inherent power to stay proceedings in those courts or tribunals in respect of which it is empowered to exercise an appellate or supervisory jurisdiction whenever necessary to prevent injustice occurring with respect to matters which come within its cognisance....

[23] Donc, d'après les principes régissant le pouvoir inhérente de la cour supérieure, cette cour peut venir en aide au tribunal inférieur, et dans mon opinion, ni la *Court of Queen's Bench Act* ni la *Judicature Act* limite ce pouvoir. Est-ce que ce pouvoir s'étend aux ordonnances de provisions pour frais? La jurisprudence présentée par les parties à cette cause est silencieuse sur cette question. Les principes, cependant, prêtent à croire que la cour supérieure peut agir lorsque le tribunal inférieur n'a pas le pouvoir d'assurer la bonne administration de la justice. Comme l'a noté le juge Lamer dans l'arrêt *MacMillan Bloedel Ltd. c. Simpson*, [1995] 4 R.C.S. 725 au par. 38:

[23] Therefore, according to the principles governing the inherent jurisdiction of the superior court, this Court can render assistance to lower courts, and in my view, neither the *Court of Queen's Bench Act* nor the *Judicature Act* limit this power. Does this power extend to interim costs orders? The cases cited by the parties in this action are silent on this question. The principles, however, lead to the conclusion that the Superior Court can act when the lower court does not have the power to ensure the proper administration of justice. As noted by Lamer J. in *MacMillan Bloedel Ltd. v. Simpson*, [1995] 4 S.C.R. 725 at para. 38:

La compétence fondamentale des cours supérieures provinciales comprend les pouvoirs qui sont essentiels à l'administration de la justice et

The core jurisdiction of the provincial superior courts comprises those powers which are essential to the administration of justice and

au maintien de la primauté du droit.

[24] Dans l'arrêt *Fraternité des préposés à l'entretien des voies -- Fédération du réseau Canadien Pacifique c. Canadien Pacifique Ltée*, [1996] 2 R.C.S. 495, l'employeur appelant soutenait qu'une cour de justice n'a le pouvoir de décerner une injonction provisoire qu'à titre d'accessoire à une cause d'action régulièrement engagée devant elle. McLachlin J. (maintenant Juge en chef) au nom de la Cour a conclu que l'absence d'une cause d'action visant l'obtention d'un redressement définitif devant la cour supérieure n'enlevait pas à la cour sa compétence pour décerner une injonction provisoire.

[25] En résumé, à mon avis la Cour du Banc de la Reine a la compétence inhérente concernant les requêtes de provisions pour frais, non seulement dans les causes qu'elle entend, mais aussi pour venir en aide à la cour provinciale afin d'assurer la bonne administration de la justice, faute d'une compétence équivalente dans la cour provinciale.

### Question # 3

[26] L'arrêt *Okanagan* a établi qu'il y a trois conditions absolues qui doivent être remplies avant qu'une ordonnance de provision pour frais soit accordée (par. 40):

- 1) La partie qui demande une provision pour frais n'a véritablement pas les moyens de payer les frais occasionnés par le litige et ne dispose réalistement d'aucune autre source de financement lui permettant de soumettre les

the maintenance of the rule of law.

[24] In *Brotherhood of Maintenance of Way Employees Canadian Pacific System Federation v. Canadian Pacific Ltd.*, [1996] 2 S.C.R. 495, the appellant employer argued that a court of law only had the power to grant an interim injunction as a remedy in a case properly brought before it. McLachlin J. (now Chief Justice) on behalf of the Court concluded that the fact that a court did not have before it an action claiming final relief did not remove the court's jurisdiction to grant an interim injunction.

[25] In summary, in my view, the Court of Queen's Bench has inherent jurisdiction regarding requests for interim costs, not only in the matters which it hears, but also to ensure the proper administration of justice by rendering assistance to the Provincial Court, where that Court does not have equivalent jurisdiction.

### Question # 3

[26] The Court in *Okanagan* established three absolute requirements which must be fulfilled before a court may grant an order for interim costs (para. 40):

- 1) The party seeking interim costs genuinely cannot afford to pay for the litigation, and no other realistic option exists for bringing the issues to trial -- in short, the litigation would be unable to proceed if the order were not made.

questions en cause au tribunal -- bref, elle serait incapable d'agir en justice sans l'ordonnance.

- 2) La demande vaut *prima facie* d'être instruite, c'est-à-dire qu'elle paraît au moins suffisamment valable et, de ce fait, il serait contraire aux intérêts de la justice que le plaideur renonce à agir en justice parce qu'il n'en a pas les moyens financiers.
- 3) Les questions soulevées dépassent le cadre des intérêts du plaideur, revêtent une importance pour le public et n'ont pas encore été tranchées.

[27] Une ordonnance de provision de frais est disponible non seulement dans les causes qui sont suffisamment particulières mais qui sont également rares et exceptionnelles. La cour suprême dans *Little Sisters*, en acceptant les trois conditions absolues, a fourni des lignes directrices en ce qui concerne l'analyse de ces conditions. La cour a expliqué qu'"en analysant ces conditions, le tribunal doit décider, eu égard à toutes les circonstances, si l'affaire est si particulière qu'il serait contraire aux intérêts de la justice de rejeter la demande de provision pour frais, ou s'il devrait envisager d'autres moyens de faciliter de l'audition de l'affaire" (par. 37).

[28] De plus, la Cour suprême a fourni certaines observations pour aider au tribunal à décider si une cause est suffisamment particulière. Elles sont les suivantes:

- 1) premièrement, l'injustice qui découlerait du rejet de la demande doit

- 2) The claim to be adjudicated is *prima facie* meritorious; that is, the claim is at least of sufficient merit that it is contrary to the interests of justice for the opportunity to pursue the case to be forfeited just because the litigant lacks financial means.

- 3) The issues raised transcend the individual interests of the particular litigant, are of public importance, and have not been resolved in previous cases.

[27] An interim costs order is available in very special cases, but the case must also be rare and exceptional. The Supreme Court in *Little Sisters*, while reiterating the three absolute requirements, provided guidelines regarding the analysis of these conditions. The Court explained that "in analysing these requirements, the court must decide, with a view to all the circumstances, whether the case is sufficiently special that it would be contrary to the interests of justice to deny the advance costs application, or whether it should consider other methods to facilitate the hearing of the case"(para. 37).

[28] Further, the Supreme Court made certain comments to assist the courts in deciding whether a particular case is sufficiently special:

- 1) first, the injustice that would arise if the application is not granted must

- |  |   |
|--|---|
| concerner à la fois le demandeur personnellement et le public en général (par. 39);  | relate both to the individual applicant and to the public at large (para. 39);  |
| 2) deuxièmement, il importe que la provision pour frais demeure une mesure exceptionnelle; il doit être conforme aux intérêts de la justice de l'accorder (par. 40);                     | 2) second, the advance costs award must be an exceptional measure; it must be in the interests of justice that it be awarded (para. 40);                        |
| 3) troisièmement, aucune injustice ne sera créée s'il est possible de régler l'affaire en cause ou de tenir compte de l'intérêt public sans accorder une provision pour frais (par. 41); | 3) third, no injustice can arise if the matter at issue could be settled, or the public interest could be satisfied, without an advance costs award (para. 41); |
| 4) enfin, l'attribution d'une provision pour frais ne donne pas pour autant carte blanche au plaideur (par. 42).   | 4) finally, the granting of an advance costs order does not mean that the litigant has free rein (para. 42).  |

### **Première condition**

[29] La preuve de M. Caron démontre qu'il n'a véritablement pas les moyens de payer les frais occasionnés par la preuve inattendue de la Couronne et qu'il ne dispose réalistement d'aucune autre source de financement. En ce qui concerne cette première condition, l'analyse a été fait d'abord par le juge du procès le 2 août 2006 (aux pages 40 et 41) et par la suite le juge de la cour supérieure (au par. 118). Les deux juges sont venus à la même conclusion dans les deux décisions, c'est-à-dire que la première condition est satisfaite.

[30] Il n'y a aucun doute que M. Caron n'a pas les moyens personnels pour payer les frais d'un procès de si longue durée. En effet, le financement de ce procès concernant la question constitutionnelle était d'abord fourni par le gouvernement fédéral par l'intermédiaire du programme de contestation judiciaire. M. Caron, agissant de façon

### **First requirement**

[29] Mr. Caron has established on the evidence that he truly has no means to pay the fees arising as a result of the unanticipated evidence of the Crown and that he has no other realistic source of funding. With respect to the first condition, the analysis was initially done by the trial judge in his August 2, 2006 decision (pp. 40 and 41) and later by the superior court judge (para. 118). The two judges came to the same conclusion in the two decisions, ie. that the first condition was satisfied.

[30] There is no doubt that Mr. Caron does not have the personal means to pay the fees relating to such a long trial. In effect, the funding of this trial with respect to the constitutional question was first provided by the federal government through the Court Challenges Program. Mr. Caron, behaving in a responsible manner, made appropriate

responsable, a fait des arrangements appropriés pour le financement par ce programme d'un procès d'une longueur de deux semaines. Ce programme a été aboli au mois de septembre 2006 avant la continuation du procès. Par la suite, M. Caron a fait toutes les demandes possibles à l'aide juridique et a tenté d'obtenir du financement privé, mais sans succès véritable. Il a reçu un certain montant d'environ à 30 000 \$ des membres du public. Une levée de fonds formelle n'était pas vraiment possible étant donnée l'échéancier et les exigences du procès. La décision de la Cour suprême dans *Little Sisters* n'a été rendue qu'au mois de janvier 2007. À ce moment-là, l'ordonnance pour le paiement des frais rendue par le juge du procès était toujours en vigueur et demeurerait en vigueur jusqu'au mois d'avril 2007. Il y avait moins d'un mois entre la révocation de l'ordonnance du juge du procès et la continuation du procès en mai 2007.

[31] Donc, je suis satisfait que M. Caron n'a véritablement pas les moyens de payer les frais occasionnés par ce litige et que toutes autres possibilités de financement ont été étudiées, mais en vain.

### **Deuxième condition**

[32] Le ministère public prétend que la demande de M. Caron n'est pas bien-fondée. Il plaide que la question posée par M. Caron a déjà été décidée dans les décisions de *Mercure* et *Lefebvre*.

[33] M. Caron soutient qu'il aura présenté de la preuve nouvelle qui soulève de nouvelles questions juridiques que les tribunaux n'ont pas encore tranchées. Il note que la preuve concernant la Proclamation royale du 6 décembre 1869 émise par le gouverneur général du Canada et les témoignages des

arrangements for the funding by this program of a two week trial. The program was abolished in September 2006 prior to the continuation of the trial. Mr. Caron subsequently took all possible steps to obtain legal aid and attempted to obtain private funding, but without real success. He did receive the sum of \$30,000 from members of the public. A formal fundraising campaign was not realistically possible given the trial schedule and demands. The Supreme Court's decision in *Little Sisters* was not issued until January 2007. At that point, the order for costs rendered by the trial judge was still in effect and remained so until April 2007. There was a period of less than one month between the quashing of the trial judge's order and the continuation of the trial in May 2007.

[31] Therefore, I am satisfied that Mr. Caron has no realistic means of paying the fees resulting from this litigation, and that all other possibilities for funding have been canvassed, but in vain.

### **Second requirement**

[32] The Crown takes the position that Mr. Caron's request is not well founded, and that the question raised by Mr. Caron has already been decided in *Mercure* and *Lefebvre*.

[33] Mr. Caron submits that he has adduced new evidence which raises new legal questions which the courts have not yet decided. He notes that the evidence regarding the Royal Proclamation of December 6, 1869 issued by Governor General of Canada and the

experts de la défense n'étaient pas disponibles dans la cause *Mercurie*.

[34] Il est intéressant de noter que le juge du procès était d'avis que la deuxième condition était remplie (aux pages 41 et 42 de la décision du 2 août 2006). Il est aussi intéressant de noter que le ministère public n'a pas fait de requête en non-lieu après la présentation de la preuve de M. Caron.

[35] Au contraire, le procureur a présenté les preuves de trois témoins experts pour contrer le témoignage des témoins experts présentés par M. Caron. Un de ses témoins experts a consacré 225 des heures en préparation pour effectuer des recherches, dont le résultat se trouve dans quatorze classeurs déposés comme pièce comportant 4000 feuilles.

[36] À la lumière de la longueur de ce procès, les opinions divergentes des témoins experts et les arguments plausibles contenus dans les mémoires présentés au juge du procès, cette cause est suffisamment fondée et valable d'être entendue. Étant donné la façon dont les procédures se sont déroulés et qu'il s'agit d'une question d'interprétation juridique des droits linguistiques, il serait contraire aux intérêts de la justice que M. Caron ne puisse agir en justice faute de moyens financiers.

### **Troisième condition**

[37] Il n'y a aucun doute que la question soulevée dépasse le cadre personnel de M. Caron et revêt une importance pour le public. Si le tribunal juge en faveur de M. Caron, le résultat pourrait être semblable à celui dans la cause *Forest c. Manitoba (Procureur général)*, [1979] 2 R.C.S. 1032, c'est-à-dire que le français en Alberta aurait un statut

testimony of the defence experts were not available in *Mercurie*.

[34] It is interesting to note that the trial judge was of the opinion that the second requirement was fulfilled (at pp. 41 and 42 of the decision of August 2, 2006). As well, I note that the Crown did not apply for a non-suit after the defence closed its case.

[35] On the contrary, Crown counsel led evidence of three expert witnesses to counter Mr. Caron's expert evidence. One of these expert witnesses spent 225 hours of preparation time in research, the result of which is found in 14 binders filed as exhibits containing 4000 pages.

[36] In light of the length of the trial, the contrasting opinions of the expert witnesses and the plausible arguments contained in the briefs submitted to the trial judge, this action is of sufficient merit and worthy of being heard. Given the manner in which the proceedings evolved and the fact that the question is one of legal interpretation of linguistic rights, it would be contrary to the interests of justice if the opportunity to pursue the case were forfeited just because the litigant lacked financial means.

### **Third requirement**

[37] There is no doubt that the question raised transcends the individual interests of the Mr. Caron and is of public importance. If the trial court finds in favour of Mr. Caron, the result could be similar to that reached in *Forest v. Manitoba (Attorney General)*, [1979] 2 S.C.R. 1032, i.e. that French in Alberta would have a guaranteed

constitutionnel garantit permettant à la population d'obtenir les lois et règlements en français.

[38] À savoir si cette affaire est rare et exceptionnelle et suffisamment particulière pour justifier la mesure exceptionnelle d'une provision pour frais, il faut déterminer la source de la question qui est en jeu. Dans ce cas il s'agit d'une revendication de droits linguistiques en conformité avec la constitution canadienne.

[39] Cette affaire est comparable à celle dans *Okanagan*. Dans cette dernière cause, il s'agissait de l'interprétation d'un traité afin de déterminer les droits qui en découlait. Dans cette affaire il s'agit de l'interprétation d'une proclamation royale afin de déterminer les droits qui en découle. Dans les deux cas, les droits en question ont un impact direct sur les descendants des peuples fondateurs, soit les Autochtones et les Français.

[40] Le ministère public prétend que la question posée par M. Caron a déjà été tranchée. J'ai traité de cet argument dans la discussion concernant la deuxième condition. À mon avis, il est difficile à réconcilier cette prétention avec l'amplitude de la preuve et des arguments présentés par le ministère public. Sûrement, si on aurait pu répondre à la question soulevée par la preuve des experts de M. Caron simplement en indiquant les arrêts précédents dans le domaine, M. Caron ne se serait pas trouvé dans cet embarras.

[41] M. Caron soulève des questions qui sont rarement posées dans les procès et il est dans l'intérêt publique que ces questions soient tranchées. Il est peu probable que cet

constitutional status which would allow citizens to obtain statutes and regulations in French.

[38] As to whether this matter is rare and exceptional and sufficiently special to justify the unusual measure of an order for interim costs, one must consider the source of the question raised. In this case, Mr. Caron asserts linguistic rights under the Canadian constitution.

[39] This matter is comparable to the situation in *Okanagan*. In that case, the question revolved around interpretation of a treaty to determine the rights flowing therefrom. This litigation deals with interpretation of a Royal Proclamation in order to determine the rights flowing therefrom. In both cases, the rights in question have a direct impact on the descendants of founding peoples, in one case Aboriginals and in the other, the French.

[40] Crown counsel takes the position that the question raised by Mr. Caron has already been decided. I have already addressed this question in the context of the discussion regarding the second requirement. In my view, it is difficult to reconcile this position with the volume of evidence and the arguments presented by the Crown. Surely, if the question raised by the defence's expert evidence could have been resolved simply by referring to existing decisions in this area, Mr. Caron would not have found himself in this difficulty.

[41] Mr. Caron poses questions which are rarely raised in the context of a trial, and it is in the public interest that these questions be resolved. It is extremely unlikely that this

argument juridique basée sur la preuve historique soit soulevée de nouveau.

[42] De plus, la demande de M. Caron d'une ordonnance de provision pour frais est survenue seulement après certains développements qui étaient complètement hors de son contrôle. Le premier développement est celui de l'abolition du programme de contestation après le début du procès. Le deuxième développement est celui de la longueur du procès dû en grande partie à la réponse inattendue et les témoins experts du ministère public. En effet, le juge du procès a reconnu un déséquilibre de ressources entre l'accusé et le gouvernement. Il a rendu une ordonnance de provision pour frais afin d'assurer la bonne administration de la justice et la conclusion du procès.

[43] La portée de la question constitutionnelle, la présentation de la preuve historique et experte, et les conséquences de la décision non seulement sur l'accusé, mais aussi sur la communauté francophone et pour le fonctionnement linguistique des institutions de l'Alberta, sont des circonstances exceptionnelles.

[44] Alors, je conclus que la question constitutionnelle soulevée dépasse le cadre de l'intérêt de l'accusé, revêt une importance pour le public, n'a pas encore été tranchée, et qu'elle est suffisamment particulière.

### **Conclusion**

[45] M. Caron a rempli les trois conditions absolues telles qu'énumérées dans *Okanagan*. Cette affaire est rare et exceptionnelle et suffisamment particulière pour justifier une ordonnance de provision pour frais. Cette Cour a la compétence inhérente à venir en

legal argument, based on historical evidence, will be raised again.

[42] Further, Mr. Caron's request for an order for interim costs arose only after certain developments which were completely beyond his control. The first was the abolition of the Court Challenges Program during the trial. The second development was the length of the trial which was due in large part to the unanticipated response of the Crown by way of its expert witnesses. In effect, the trial judge recognized the imbalance in resources between the accused and the state. He granted an order for interim costs in order to ensure the proper administration of justice and the completion of the trial.

[43] The scope of the constitutional question, the historical and expert evidence, and the consequences of the decision not only on the accused, but also on the francophone community and the linguistic functioning of Alberta institutions, constitute exceptional circumstances.

[44] Therefore, I conclude that the constitutional question raised transcends the individual interests of the accused, is of public importance, has not yet been decided and is sufficiently special.

### **Conclusion**

[45] Mr. Caron has met the three absolute requirements set out in *Okanagan*. This case is rare and exceptional and sufficiently special to justify an order for interim costs. This Court has inherent jurisdiction to render assistance to the lower court in this very particular case.

aide au tribunal inférieur dans ce cas très particulier.

[46] Étant donné que le substitut du procureur général n'a pas d'objection aux 516 heures, à un taux d'horaires de 175 \$, soumis par l'avocat de M. Caron pour la période du 19 avril au 20 juillet 2007, et aux débours pour la même période au montant de 746,29 \$, le montant de 91 046,29 \$ plus TPS sera payé à M. Caron comme provision pour frais. L'ordonnance demandée par M. Caron pour le paiement d'une assistante temporaire au montant de 3 504,60 \$ n'est pas accordée.

[46] Given that the Crown did not object to the 516 hours at a rate of \$175, submitted by Mr. Caron's counsel for the period from April 19 to July 20, 2007 nor to the disbursements for the same period in the amount of \$746.29, the amount of \$91,046.29 plus GST shall be paid to Mr. Caron as interim costs. Mr. Caron's request for an order for payment of the costs of a temporary assistant in the amount of \$3,504.60 is denied.

**Entendu** les 28 and 29 août 2007.

**Heard** the 28th and 29th days of August, 2007.

**Rendu** à la ville d'Edmonton, dans la province de l'Alberta le 19 octobre 2007.

**Dated** at the City of Edmonton, in the Province of Alberta, the 19th day of October, 2007.

---

**V.O. Ouellette**  
**J.C.B.R.A./J.C.Q.B.A.**

**Présences/Appearances:**

Teresa Haykowsky  
McLennan Ross LLP  
pour l'intimée Sa Majesté la Reine/for the Respondent Crown

Rupert Baudais  
Balfour Moss LLP  
pour le requérant Gilles Caron/for the Applicant Gilles Caron